

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

---

---

## Projet de loi 3

### Loi sur les archives

---

Première lecture



Présenté par  
M. Clément Richard  
Ministre des Affaires culturelles

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet d'assurer la conservation, la mise en valeur et la diffusion des archives publiques, d'apporter aux services d'archives privées une aide technique et financière et de contrôler le transport hors du Québec de documents anciens présentant un intérêt historique.*

*À ces fins, il oblige les organismes publics à établir un calendrier de conservation de leurs documents et à transmettre certaines catégories d'archives publiques au ministre des Affaires culturelles.*

*En ce qui concerne les archives privées, le projet de loi prévoit la possibilité d'agréer sur demande un service d'archives privé. Un tel service devra conserver ses archives conformément à la loi et les rendre accessibles au public.*

*Le projet édicte enfin des dispositions concernant les pouvoirs d'administration et de réglementation du ministre, les recours de nature civile et pénale ainsi que des dispositions transitoires et de concordance.*

## LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET

1° la Loi sur le ministère des Affaires culturelles (L.R.Q., chapitre M-20);

2° la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4);

3° la Loi sur le cadastre (L.R.Q., chapitre C-1);

4° la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);

5° la Loi sur la preuve photographique de documents (L.R.Q., chapitre P-22);

6° la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (1982, chapitre 30);

7° le Code municipal.

# **Projet de loi 3**

## **Loi sur les archives**

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

### **CHAPITRE I**

#### **APPLICATION**

**1.** La présente loi s'applique aux archives publiques et privées.

**2.** Sont des archives publiques:

1° les documents inactifs présentant un intérêt historique, reçus ou produits par un organisme public dans l'exercice de ses activités;

2° les documents énumérés à l'article 16;

3° les documents visés à l'article 19.

Les autres archives sont privées.

**3.** Les organismes publics visés dans la présente loi sont énumérés à l'annexe.

**4.** Dans la présente loi, la remise d'un document, contrairement à son dépôt, en transfère la propriété.

### **CHAPITRE II**

#### **DOCUMENTS ACTIFS ET SEMI-ACTIFS**

**5.** Au sens de la présente loi, un document est actif s'il est couramment utilisé par l'organisme public qui l'a reçu ou produit.

Il est semi-actif s'il n'est qu'occasionnellement utilisé par l'organisme public qui l'a reçu ou produit.

**6.** Tout organisme public doit établir et tenir à jour un calendrier de conservation des documents actifs et semi-actifs qu'il détient, que ces documents soient sous forme écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre.

**7.** Le calendrier de conservation indique les périodes de conservation des documents actifs et semi-actifs et identifie les séries de documents qui seront des archives publiques à l'expiration de ces périodes.

**8.** L'organisme public doit soumettre son calendrier de conservation et chacune de ses modifications à l'approbation du ministre des Affaires culturelles.

Le ministre approuve le calendrier, avec ou sans modification. Il peut, à cet effet, prendre l'avis de la Commission des biens culturels instituée par la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4).

À compter de la notification écrite de l'approbation du ministre, le calendrier de conservation lie l'organisme public.

**9.** Lorsque le ministre estime qu'un fichier informatisé d'un organisme public contient des renseignements dont la conservation présente un intérêt historique, il peut exiger une copie de l'ensemble ou d'une partie de ces renseignements.

**10.** Toute personne qui cesse d'être titulaire d'une fonction non élective au sein d'un organisme public doit laisser sous la garde de cet organisme les documents qu'elle a reçus ou produits en cette qualité.

Le premier alinéa ne s'applique pas à une personne élue, titulaire d'une fonction non élective au sein d'un organisme public.

**11.** Nul ne peut disposer d'un document actif ou semi-actif d'un organisme public avant l'expiration de la période prévue au calendrier de conservation.



## CHAPITRE III

## ARCHIVES PUBLIQUES

## SECTION I

## REMISE OU DÉPÔT

**12.** À l'expiration de la période de conservation prévue au calendrier de conservation, tout organisme public visé aux paragraphes 1°, 2° ou 3° de l'annexe doit, sous réserve de l'article 17, remettre au ministre les documents qui ont été identifiés pour être conservés comme archives publiques.

**13.** Tout organisme public visé aux paragraphes 4° à 7° de l'annexe assume la conservation des archives publiques qu'il détient, conformément aux règles prescrites par règlement.

**14.** Le ministre peut, après avoir pris l'avis de la Commission des biens culturels et aux conditions qu'il détermine, déposer des archives publiques auprès d'un organisme public ou d'un service d'archives privées agréé en vertu de la présente loi.

L'organisme ou le service assume alors la conservation de ces archives conformément aux règles prescrites par règlement.

**15.** Lorsque plusieurs organismes publics visés aux paragraphes 1° à 3° de l'annexe sont intéressés à la conservation des mêmes archives publiques, le ministre, après avoir pris l'avis de la Commission des biens culturels, désigne celui d'entre eux qui sera habilité à les conserver.

**16.** Les documents suivants sont réputés des archives publiques:

1° l'original d'une loi;

2° l'original d'un décret ou d'un arrêté;

3° la copie authentique d'une commission ainsi que l'original d'une proclamation et des lettres patentes émises sous le grand sceau;

4° les plans cadastraux et leurs livres de renvoi ainsi que le duplicata des cadastres qui devaient rester entre les mains des commissaires en vertu de l'Acte seigneurial de 1859 (22 Victoria, chapitre 48);

5° l'original d'un rapport produit par une commission d'enquête ou une commission d'étude créées par un organisme visé au paragraphe 2° de l'annexe ainsi que les documents transmis à cette commission;

6° l'original d'un rapport produit par une commission d'enquête ou une commission d'étude créées par un organisme visé aux paragraphes 1° et 3° de l'annexe ainsi que les documents transmis à cette commission;

7° l'original d'une entente intergouvernementale;

8° les registres de l'état civil ainsi que les greffes d'arpenteurs-géomètres et de notaires transmis aux protonotaires de la Cour supérieure;

9° les documents des bureaux d'enregistrement.

**17.** Les archives publiques visées aux paragraphes 1° à 5° de l'article 16 peuvent être déposées auprès du ministre.

**18.** Les archives publiques visées aux paragraphes 6° à 8° de l'article 16 doivent être remises au ministre selon les modalités prescrites par règlement.

Cette remise se fait:

1° dans le cas du paragraphe 6°, dès que le rapport est rendu public ou, à défaut, dans l'année de la fin des travaux de la commission;

2° dans le cas du paragraphe 7°, dans les deux ans de la date de la signature de l'entente;

3° dans le cas du paragraphe 8°, au plus tard 100 ans après la date de fermeture du greffe ou du registre.

**19.** Sont également réputés être des archives publiques les documents remis au ministre par tout membre de l'Assemblée nationale qui juge à propos de le faire après avoir cessé d'exercer ses fonctions.

**20.** Les documents d'un organisme public qui cesse ses activités sont remis au ministre dans la mesure où les droits et obligations de cet organisme ne sont pas assumés par un autre organisme public.

## SECTION II

### ÉLIMINATION

**21.** Nul ne peut éliminer ni modifier des archives publiques. Toutefois, le ministre peut autoriser l'élimination d'archives publiques qu'il estime irrémédiablement détériorées.

Il peut également autoriser l'élimination d'archives publiques dont il estime que la conservation ne présente plus d'intérêt historique.

## SECTION III

## ACCÈS

**22.** Les archives publiques que la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (1982, chapitre 30) ne rend pas accessibles sont communicables, malgré cette loi, 100 ans après leur date ou, si elles contiennent des renseignements nominatifs, 30 ans après la date du décès de la personne concernée.

**23.** Malgré la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, le droit d'accès pour rectification ne s'exerce, à l'égard des archives publiques, que du vivant de la personne concernée.

## CHAPITRE IV

## ARCHIVES PRIVÉES

**24.** Le ministre peut, après avoir pris l'avis de la Commission des biens culturels, agréer aux conditions qu'il détermine un service d'archives privées qui lui en fait la demande.

**25.** Le ministre peut octroyer une subvention à un service d'archives privées agréé.

**26.** Un service d'archives privées agréé doit conserver ses archives conformément au règlement du gouvernement et les rendre accessibles.

**27.** Si un service d'archives privées agréé cesse ses activités ou ne se conforme pas à la loi ou au règlement applicable, le ministre peut prendre toute mesure nécessaire pour assurer la conservation des archives de ce service.

**28.** Une personne qui a la garde ou la propriété d'archives privées reconnues ou classées en vertu de la Loi sur les biens culturels doit:

1° tenir un inventaire de ces archives et remettre une copie de cet inventaire au ministre;

2° permettre au ministre de procéder à la reproduction ou à la restauration de ces archives;

3° sauf convention contraire, permettre l'accès à ces archives à des fins de recherche;

4° aviser le ministre dans les 30 jours de la détérioration ou de la destruction de ces archives;

5° aviser le ministre au moins 30 jours avant le transport de ces archives dans un autre lieu au Québec.

**29.** Tout détenteur d'archives privées peut demander au ministre d'en assumer la garde. Le ministre peut assumer cette garde ou déposer les archives auprès d'un organisme public ou d'un service d'archives privées agréé.

**30.** Les archives privées déposées auprès du ministre ne constituent pas des documents d'un organisme public aux fins de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

**31.** La personne qui remet des archives privées au ministre peut convenir par écrit avec lui d'un délai pendant lequel ces archives ne sont pas accessibles. À défaut de convention à cet effet, le ministre peut déterminer ce délai.

Aucun délai ne doit être supérieur à 100 ans de la date des documents ou, s'il s'agit de renseignements nominatifs, à 30 ans de la date du décès de la personne concernée.

**32.** Le ministre peut délivrer une copie des archives privées accessibles qui sont déposées auprès de lui ou en autoriser la consultation de la manière prévue aux articles 10 et 11 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

**33.** Nul ne peut, à des fins commerciales, fractionner un fonds d'archives constitué de documents reçus ou produits par une personne dans l'exercice de ses fonctions.

## CHAPITRE V

### DOCUMENTS ANCIENS

**34.** Toute personne qui possède des documents reçus ou détenus, avant le 1<sup>er</sup> juillet 1867, par un organisme visé aux paragraphes 1°, 2° ou 3° de l'annexe ou par un organisme auquel un tel organisme a succédé, doit les remettre au ministre.

**35.** Le détenteur de l'original ou de la copie authentique d'un document ancien, quelle qu'en soit la forme, datant de 100 ans ou plus ne peut valablement le transporter de façon définitive hors du Québec à moins qu'il ne transmette au préalable au ministre un avis écrit d'au moins 60 jours.



**36.** L'avis doit contenir la désignation du document ancien, une estimation de sa valeur, l'identification de son propriétaire ou détenteur ainsi que, le cas échéant, de la personne intéressée à son acquisition et la mention de l'endroit où il doit être transporté.

**37.** Sur réception de l'avis, le ministre peut acquérir le document ancien de préférence à toute autre personne en avisant par écrit le détenteur de son intention dans le délai de 60 jours.

## CHAPITRE VI

### ADMINISTRATION

#### SECTION I

##### GESTION

**38.** Le ministre des Affaires culturelles élabore et propose au gouvernement une politique de gestion des archives publiques; il coordonne la mise en oeuvre de cette politique et en surveille l'application.

Dans le cadre de cette politique, le ministre est chargé de conseiller les organismes publics sur la gestion de leurs documents actifs et semi-actifs.

**39.** Le ministre assure la gestion des archives qui lui sont remises ou qui sont déposées auprès de lui conformément à la présente loi.

Il procède notamment à leur classement, à leur description et, le cas échéant, à leur restauration.

Il est responsable également de leur accessibilité.

**40.** Le ministre est chargé de promouvoir la conservation et l'accessibilité des archives privées.

À cette fin, il peut fournir de l'aide technique à tout service d'archives privées agréé.

**41.** Le ministre peut:

1° requérir tout renseignement nécessaire à l'application de la présente loi ou de ses règlements;

2° revendiquer des archives publiques possédées sans droit;

3° prendre possession d'archives publiques dont la conservation est mise en péril;

4° acquérir des archives ou leur copie;

5° reproduire des archives;

6° aliéner des archives publiques sur avis favorable de la Commission des biens culturels;

7° conclure, avec un organisme public visé aux paragraphes 4° à 7° de l'annexe, une entente pour assurer la gestion des archives publiques de cet organisme.

**42.** Le ministre peut certifier conformes des copies des archives publiques qui lui ont été remises.

Une copie délivrée par le ministre fait preuve de sa teneur et de son existence au même titre que l'original.

Dans le cas d'archives publiques déposées auprès du ministre, seul le déposant peut en délivrer une copie certifiée conforme.

**43.** Le ministre peut, par écrit et dans la mesure qu'il indique, déléguer à toute personne ou au titulaire d'un emploi qu'il désigne les pouvoirs que lui confère la présente loi.

## SECTION II

### RÈGLEMENTATION

**44.** Le gouvernement peut, par règlement:

1° soustraire à l'application d'une disposition de la présente loi ou d'un règlement des catégories de personnes, d'organismes publics ou d'archives qu'il indique;

2° déterminer, selon les catégories d'organismes publics ou de documents inactifs ou d'archives publiques, les normes et conditions de gestion, de conservation, de restauration, d'aliénation, de remise ou de dépôt auprès du ministre, de transport, d'altération et d'élimination de ces documents ou archives;

3° déterminer les normes et conditions de conservation des archives d'un service d'archives privées;

**45.** Le ministre, après avoir pris l'avis de la Commission des biens culturels, publie un projet de règlement à la *Gazette officielle du Québec* avec un avis indiquant qu'il pourra être adopté, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de cette publication.

**46.** Les règlements adoptés en vertu de la présente loi entrent en vigueur le dixième jour après leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est déterminée.

## CHAPITRE VII

### SANCTIONS

#### SECTION I

##### RECOURS CIVILS

**47.** Il est interdit de disposer ou de transporter des archives ou des documents anciens ou de fractionner un fonds d'archives en violation de la présente loi.

**48.** Si des archives publiques sont altérées contrairement à la présente loi, la personne qui en a la garde est tenue de les remettre dans leur ancien état à ses frais.

Sur requête du Procureur général, d'une personne qu'il autorise à cette fin ou de toute personne intéressée, la Cour supérieure peut ordonner à cette personne qui a la garde des archives publiques altérées de les remettre dans leur ancien état ou permettre au ministre des Affaires culturelles de le faire aux frais de cette dernière.

#### SECTION II

##### INFRACTIONS

**49.** Quiconque contrevient aux articles 6, 8, 18, 28, 34, 36 ou 60 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de 50 \$ à 500 \$.

**50.** Quiconque contrevient aux articles 9, 10, 11, 12, 13, 14, 20, 26 ou 61 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de 300 \$ à 3 000 \$.

**51.** Quiconque contrevient aux articles 21, 33 ou 35 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de 500 \$ à 25 000 \$.

**52.** Quiconque entrave ou tente d'entraver le ministre, ou une personne qu'il désigne en vertu de l'article 43, dans l'exercice de ses fonctions, ou le trompe par réticence ou fausse déclaration commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 300 \$ à 3 000 \$.

**53.** Quiconque prescrit ou autorise l'accomplissement d'une infraction à la présente loi, y consent ou y acquiesce est réputé partie à l'infraction et est passible de la même peine que celle qui est prévue pour le contrevenant, que celui-ci ait ou non été poursuivi ou déclaré coupable.

**54.** La poursuite de toute infraction à la présente loi est intentée suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) par le Procureur général, par une personne qu'il autorise à cette fin ou par toute personne intéressée.

Elle doit être intentée dans un délai de deux ans de la commission de l'infraction ou d'un an après que l'infraction est parvenue à la connaissance du ministre.

## CHAPITRE VIII

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

**55.** Les règlements adoptés en vertu de la section V de la Loi sur le ministère des Affaires culturelles (L.R.Q., chapitre M-20) ou par un organisme public, qui portent sur une matière prévue par la présente loi sont réputés avoir été adoptés en vertu de la présente loi, dans la mesure où ils lui sont compatibles.

**56.** Les documents acquis par le Conservateur des Archives nationales ou confiés à sa garde conformément à l'article 20 de la Loi sur le ministère des Affaires culturelles sont réputés avoir été acquis par le ministre des Affaires culturelles ou confiés à sa garde en vertu de la présente loi.

**57.** Le Conservateur des Archives nationales ainsi que les fonctionnaires et employés qu'il dirige, en fonction le (*inscrire ici le jour précédant celui de l'entrée en vigueur du présent projet de loi*) deviennent, sans autre formalité, des fonctionnaires et employés du ministère des Affaires culturelles.

**58.** Dans toute loi, proclamation, règlement, arrêté en conseil, ordonnance, directive, contrat ou autre document, l'expression « Conservateur des Archives nationales » désigne le ministre des Affaires culturelles et tout renvoi à la section V de la Loi sur le ministère des Affaires culturelles ou à l'une de ses dispositions est réputé un renvoi à la présente loi ou à la disposition équivalente de la présente loi.

**59.** Toute personne qui le (*inscrire ici la date de l'entrée en vigueur du présent projet de loi*) détient des documents visés à l'article 34 doit, malgré cet article, les remettre au ministre au plus tard le (*inscrire ici la date postérieure d'un an à celle de l'entrée en vigueur du présent projet de loi*).

**60.** Un organisme public existant le (*inscrire ici la date d'entrée en vigueur du présent projet de loi*) doit, malgré l'article 8, soumettre son calendrier de conservation au ministre avant le (*inscrire ici la date postérieure d'un an à celle de l'entrée en vigueur du présent projet de loi*) ou à une date postérieure fixée par entente avec le ministre.

**61.** Un organisme public visé au paragraphe 1° de l'annexe qui le (*inscrire ici la date de l'entrée en vigueur du présent projet de loi*), détient des documents inactifs doit en transmettre la liste au ministre avant le (*inscrire ici la date postérieure de trois ans à celle de l'entrée en vigueur du présent projet de loi*) et les lui remettre sur demande.

**62.** L'article 7.5 de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4) est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant:

« Les fonctions attribuées à la Commission par la Loi sur les archives (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*) sont exercées en son nom par un comité constitué de trois personnes désignées par la Commission. ».

**63.** L'article 7.6 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **7.6** La Commission doit donner son avis au ministre sur toute question que celui-ci lui réfère. Elle peut aussi faire au ministre des recommandations sur toute question relative à la conservation des biens culturels visés dans la présente loi et à la gestion des archives publiques et privées visées dans la Loi sur les archives. ».

**64.** L'article 21 de la Loi sur le cadastre (L.R.Q., chapitre C-1) est remplacé par le suivant:

« **21.** Le duplicata des cadastres qui devait rester entre les mains des commissaires en vertu de l'Acte seigneurial de 1859 (22 Victoria, chapitre 48) est confié au ministre de l'Energie et des Ressources, de même que les autres plans, cartes et documents du même genre. ».

**65.** L'article 89 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est abrogé.

**66.** L'article 4 de la Loi sur le ministère des Affaires culturelles (L.R.Q., chapitre M-20) est remplacé par le suivant:

« **4.** Le ministre est chargé de l'administration des bibliothèques et des musées provinciaux, de la direction des conservatoires de musique et d'art dramatique et des concours artistiques, littéraires ou scientifiques.

Il est également chargé de la gestion des archives qui lui sont remises ou qui sont déposés auprès de lui. ».

**67.** La section V de cette loi est abrogée.

**68.** L'article 2 de la Loi sur la preuve photographique de documents (L.R.Q., chapitre P-22) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Dans le cas de documents sous la garde ou en la possession du gouvernement, ils doivent être reproduits photographiquement et détruits, lors de cette reproduction ou subseqüemment, en présence d'au moins deux fonctionnaires désignés par le ministre des Affaires culturelles. ».

**69.** L'article 3 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« S'il s'agit d'un document en la possession du gouvernement, un exemplaire de cette déclaration est remis au ministre qui a la garde du document et l'autre au ministre des Affaires culturelles; dans tout autre cas, un exemplaire est conservé par l'institution intéressée et l'autre est déposé en l'étude d'un notaire exerçant au Québec. ».

**70.** L'article 4 de cette loi est modifiée par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Peut être admis en preuve au même titre que l'original tout extrait ou copie de la déclaration certifiés conformes par le ministre des Affaires culturelles ou la personne qu'il autorise spécialement à cette fin dans le cas de documents sous la garde ou en la possession du gouvernement ou, dans tous les autres cas, par le notaire dans le greffe duquel un exemplaire a été déposé au Québec ou, le cas échéant, par le notaire à qui ce greffe a été cédé ou transmis. ».

**71.** L'article 2 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (1982, chapitre 30) est modifié par l'addition du paragraphe suivant:

« 4° aux archives privées visées à l'article 30 de la Loi sur les archives (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*). ».

**72.** L'article 59 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 6° par le suivant:

« 6° au ministre des Affaires culturelles, conformément à la Loi sur les archives (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*); ».

**73.** L'article 73 de cette loi est remplacé par le suivant:

**73.** Lorsque l'objet pour lequel un renseignement nominatif a été recueilli est accompli, l'organisme public doit le détruire, sous réserve de la Loi sur les archives. ».

**74.** L'article 79 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

**79.** Les articles 64 à 77 ne s'appliquent pas aux documents remis au ministre des Affaires culturelles conformément à la Loi sur les archives. ».

**75.** L'article 161a du Code municipal est abrogé.

**76.** Le ministre des Affaires culturelles est responsable de l'application de la présente loi.

**77.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (Annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

**78.** La présente loi a effet à compter du (*inscrire ici la date du dépôt du présent projet de loi*).

**79.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

## ANNEXE

### ORGANISMES PUBLICS

1° Le gouvernement, le Conseil exécutif, le Conseil du Trésor, les ministères et les organismes gouvernementaux non visés dans les paragraphes 3° à 7° dont le gouvernement ou un ministre nomme au moins la majorité des membres, dont la loi ordonne que les fonctionnaires ou employés soient nommés ou rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1) ou dont le fonds social fait partie du domaine public;

2° Le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée nationale, toute personne désignée par celle-ci pour exercer une fonction en relevant et tout organisme dont l'Assemblée nationale nomme les membres;

3° Les tribunaux et les commissaires-enquêteurs;

4° La Communauté urbaine de Montréal, la Communauté urbaine de Québec, la Communauté régionale de l'Outaouais, les organismes institués par les lois constitutives de ces organismes, une municipalité,

qu'elle soit constituée en vertu d'une loi spéciale ou d'une loi générale, une municipalité de comté, une municipalité régionale de comté et tout organisme constitué à titre d'agent de l'une ou l'autre de ces municipalités ou relevant autrement de leur autorité ainsi que l'Administration régionale Kativik;

5° Les corporations municipales et intermunicipales de transport;

6° Les commissions scolaires régionales, les commissions scolaires et les corporations de syndic régies par la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14), le Conseil scolaire de l'Île de Montréal, les collèges d'enseignement général et professionnel, les universités, les institutions déclarées d'intérêt public ou reconnues à des fins de subventions en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9) et les établissements d'enseignement supérieur dont plus de la moitié des dépenses de fonctionnement sont payées sur les crédits apparaissant aux prévisions budgétaires déposées à l'Assemblée nationale;

7° Les établissements publics de santé ou de services sociaux visés dans les articles 10 et 11 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), les conseils régionaux de santé et de services sociaux constitués en vertu de cette loi, les centres hospitaliers constituant des établissements privés conventionnés au sens de cette loi et la Corporation d'hébergement du Québec.